



L'année passée aura été marquée par diverses mobilisations des personnels, motivées par des mesures régressives, une philosophie de la compétition et de la sélection. Elles se sont heurtées à l'autoritarisme et à la surdité du gouvernement.

Dans notre département, nous notons les bonnes conditions du dialogue avec l'administration, vos efforts pour apporter des réponses positives à nos revendications vers l'amélioration des conditions de travail, plus d'équité et de transparence pour les personnels.

Néanmoins, la marge de manœuvre dont vous disposez est contrainte par un cadre ministériel que nous continuerons cette année encore à contester. La loi fonction publique pourrait mettre un coup d'arrêt à ce travail paritaire pourtant gage d'un service public de qualité dans le Loiret.

Or l'éducation, c'est une partie de la solution.

Face au drame des violences conjugales, qui touche particulièrement notre département, une des réponses est l'éducation.

L'éducation à l'égalité fille garçon, la résolution non violente des conflits, la formation aux premiers secours.

Ces femmes victimes, ce sont aussi des mères d'élèves dont nous recueillons la parole. Nos élèves sont les victimes collatérales de ces violences. Face à ces situations dramatiques, nous nous sentons démunis, et les RASED sont malheureusement souvent incomplets et débordés. Ce thème mérite plus que trois heures de formation à distance, et là encore une augmentation des postes des RASED serait bien utile.

Face à l'urgence climatique aussi, une des réponses est l'éducation. Comprendre que nous faisons partie d'un écosystème aussi merveilleux que fragile, que nous devons en prendre soin, par des gestes quotidiens, des potagers... Tout cela va dans le bon sens. Mais restera dérisoire si l'exemple ne vient pas d'en haut avec notamment l'attribution de moyens pour une isolation thermique efficace des bâtiments par exemple.

Face aux dérives sectaires, autoritaires et au repli sur soi, l'éducation est aussi une solution. Faire preuve d'ouverture, d'esprit critique, de réflexion, anticiper, se tromper, confronter son avis, réajuster ses réponses, se documenter... Nous devons aider nos élèves à prendre conscience de ces apprentissages mais aussi les vivre nous-mêmes. Malheureusement cette rentrée confirme une politique ministérielle faite d'injonction, de guide de bonnes pratiques, d'enseignement resserré sur les fondamentaux, d'évaluations nationales aussi inutiles que nocives. Inutiles car les enseignants n'ont pas attendu ces évaluations pour repérer les fragilités de leurs élèves. Nocives car elles pourraient nous déposséder de ce qui fait notre métier. Si notre travail devait se résumer à une logique de protocole, de si-alors, nous irions vers un remplacement automatisé de l'intelligence individuelle. Or pour être capable de soutenir notre intérêt, notre travail doit offrir une possibilité de progresser dans l'excellence.

Enfin, la circulaire de rentrée sur l'école inclusive ne répond pas aux principales préoccupations des professionnels. Elle ne propose aucun moyen pour la formation en présentiel, le recrutement ou encore l'accès à un vrai métier d'AESH.

C'est pour toutes ces raisons que le SNUipp-FSU 45, dans l'unité la plus large possible continuera son combat pour un autre projet éducatif, à la hauteur des défis qui sont les nôtres aujourd'hui, au profit des élèves, de leurs familles, des personnels, donc du service public de l'éducation nationale.